



Le 9 octobre, ensemble pour l'emploi industriel à Bordeaux

Lorsqu'une usine ferme, c'est l'ensemble de la vie économique et sociale de ce territoire qui va à la catastrophe. Un emploi industriel perdu, c'est trois emplois indirects et au moins dix emplois induits. La fermeture d'une usine comme Aulnay, ce sont 2,5 millions d'euros de recettes publiques en moins pour les communes, et toute une série d'investissements, de services publics, voire d'emplois qui sont menacés. Emplois industriels, services publics, développement d'un territoire sont intimement liés : pas d'avenir sans politique industrielle.

Près de 200 organisations syndicales européennes de l'industrie, parmi lesquelles la CGT, la CFDT, la CFTC et FO ont décidé à l'unanimité courant mai de l'organisation d'une journée européenne pour l'emploi le 9 octobre.

Elles ont également adopté une résolution visant à préciser nos exigences de rejet des politiques d'austérité à un moment où le contexte politique européen évolue fortement (résultat des élections en Allemagne, en France en Grèce, en Angleterre).

« Les travailleurs en Europe veulent voir émerger une véritable politique industrielle. Il faut aller au-delà de la rhétorique selon laquelle l'économie réelle doit être soutenue et passer à l'action pour favoriser l'innovation, garantir l'accès au financement et au crédit et développer une dimension sociale à même de s'attaquer à la pénurie de compétences et de promouvoir l'emploi de qualité », a déclaré Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES.

« Sur le territoire, les projets de restructurations, de suppressions d'emplois, les ralentissements d'activité ne cessent de se multiplier. La liste des entreprises réduisant leur potentiel de production est considérable. **Le gouvernement** doit prendre

la mesure de l'urgence et les attentes, (...), il va s'apercevoir qu'il ne pourra pas être d'accord avec tout le monde. **Il va devoir trancher entre les salariés qui ont contribué largement à son élection, et le patronat qui demande plus de flexibilité et un abaissement du coût du travail** » (Bernard Thibault)

CE N'EST PAS LE TRAVAIL QUI COÛTE CHER ! C'EST LE CAPITAL. Le grand patronat et la finance mettent systématiquement en concurrence les salariés européens pour diminuer les salaires et augmenter les dividendes versés aux actionnaires. **Ensemble, refusons le diktat de la finance.**

Les délocalisations et les débats autour du coût du travail ne servent qu'à faire pression sur les salaires. Pourtant, peut-on vivre avec 1 000 euros par mois ? La réponse est non. Pour vivre dignement, imposons le **SMIC à 1700 €**. Ce ne sont pas les salariés des pays à bas salaires qui achètent les voitures ou les autres biens d'équipement. Baisser notre pouvoir d'achat c'est réduire les débouchés des produits. **Il faut arrêter cette casse de l'industrie et cette politique d'austérité.** Nous voulons un vrai débat sur l'avenir de l'industrie en Europe et une réorientation des investissements vers l'industrie.

↪ **Pour défendre l'emploi industriel,**

↪ **Pour une politique industrielle ambitieuse et innovante**

➤ **L'UD CGT 64 appelle tous les salariés à faire grève le 9 octobre et à participer à la manifestation à Bordeaux à 11 h.**

Pour vous inscrire, rapprochez vous de votre syndicat ou Union locale. Les horaires des bus seront précisés rapidement

